



Syndicat Départemental d'Énergie de la Savoie

SDES, territoire d'énergie Savoie

(Syndicat Départemental d'Énergie de la Savoie)

Bâtiment « 3D » 81 rue de la Petite Eau

73290 La Motte-Servolex

Extrait

du registre des délibérations du comité syndical

Séance du 4 juin 2026

L'an deux mille vingt six

Le 4 juin à 18 heures,

Le comité syndical du SDES s'est réuni à la salle du Conseil de Saint Alban Laysse (73), après convocation légale, sous la présidence de Michel DYEN.

Objet :

Remboursement des frais de déplacement liés à l'exercice du mandat

Délibération n° CS 4-2-2026

Membres :

En exercice : 93

Présents : 47

Présents ayant droit de vote : 39

Représentés : 6

Présents et représentés ayant pris part à la délibération : 45

Date de la convocation :

28 mai 2026

Nota :

Le Président certifie que cette délibération sera affichée au siège du syndicat et mise à disposition sur le site du SDES en juin 2026.

Étaient présents : Marie-Claire BARBIER (pouvoir de A. CHAPUIS-TONIE), Michel BATAILLER, Yves BERTHIER, Yvan BESSON (suppléant), Sébastien BIGOT, Michel BOURGEOIS (suppléant), Patrick CARLE, Bernard CARON, André CHATELAIN (suppléant) (à le pouvoir de Y. RAPHOZ), Benoît CHAPRON, Jean-François CLARAZ (pouvoir de N. JACQUEMIER), Frédéric COGGUN, Thierry DUBOIS, Michel DYEN (pouvoir de P. FERRARI), Dirk ESSER, Laurent FAVRE-TISSOT, Raymond FOURNIER (suppléant), Joël GACHET, Jean-Pierre GANTHEIL, Gérard GAYET, Serge GIGLEUX (suppléant), Fabien GRAVIER, Gérard GROS-JEAN (suppléant), Pierre GROSSI (suppléant), Emilie GUILLAUD, Isabelle JUNET, Florian MAITRE, Chantal MARTIN (pouvoir de M.DRAPERI), Jean-Maurice MATHELET, François MAUDUIT, Laurent MELMOUX, Gérard MERLIN (suppléant), Guillaume MISTER, Olivia MORELLE-UCAR, Christophe NICOROSI, Christophe PIERRETON, Jean-Claude RAFFIN, Franck ROCHE, Yves ROL, Jean-Claude SIBUET-BECQUET (pouvoir de J.P FAZZARI), Romain SOLLIER, Christian TURPAULT, Jean-Maurice VENTURINI, Jean-Marc VIAL, Chloé VOULAT, Véronique ZAGO (suppléante), Alain ZOCCOLO.

Étaient excusés : Manuel ARRAGAIN (suppléant), Benoit BADIN (suppléant), Gilles BALLAZ (suppléant), Christian BERTHOMIER (suppléant), Stéphane BOCHET (suppléant), Fabrice BON-BETEMPS-PETIT (suppléant), Nicolas BOUGAULT (suppléant), Daniel BURLET (suppléant), Christiane CARRIER (suppléante), Emmanuelle CHALESLE (suppléante), Andra-Téodora CHAPUIS-TONIE (pouvoir donné à M.C BARBIER), Daniel DANGLARD (suppléant), Robin DEVRIEUX-PONT, Marion DRAPERI (pouvoir donné à C.MARTIN), Frédérique DUC (suppléante), Dominique DUNAND, Pascal DUMONT (suppléant), Olivier DUVAL (suppléant), Patrick ÉTIÉVENT (suppléant), Corinne FALCOZ, Jean-Pierre FAZZARI (pouvoir donné à J.C SIBUET-BECQUET), Philippe FERRARI (pouvoir donné à M.DYEN), Ghislain FIORA (suppléant), Jean-Pierre FRESSOZ (suppléant), Valentin HACHET, Bryan IMPERIAL (suppléant), Nicolas JACQUEMIER (pouvoir donné à J.F CLARAZ), Jean-Noël JOBERT, Maryline LAGUNA (suppléante), Nicolas MALLET (suppléant), Yves MONTVIGNIER-MONNET (suppléant), Franck MORAT (suppléant), Dominique NOWOTNY (suppléant), Noël OGER (suppléant), Frédéric PACCALET (suppléant), Jean-Claude PAULY (suppléant), Laurent PATUEL (suppléant), Dominique PETTELOT (suppléant), Cyril PITAVAL (suppléant), Jean-François POITOU (suppléant), Yann RAPHOZ (pouvoir donné à A. CHATELAIN), Laurent SETIEY (suppléant), Claudine TAVEL, Raphaël THEVENON (suppléant), Michel VAGNOUX (suppléant), Daniel VICHARD (suppléant).

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2123-18 et suivants et R. 2123-22-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Les membres du comité syndical chargés de mandats spéciaux peuvent prétendre, sur justificatif de la durée réelle du déplacement, d'une part, au paiement d'indemnités journalières destinées à rembourser forfaitairement leurs frais supplémentaires de repas et de nuitée nécessités par l'exercice de ces mandats, d'autre part, au remboursement des frais de transport engagés à cette occasion et, enfin, au remboursement des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile.

L'élu qui se déplace pour l'exécution de son mandat spécial doit être muni d'un ordre de mission, préalablement signé par le président.

La prise en charge de ces frais est assurée dans les conditions définies par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Les membres du comité syndical peuvent prétendre, sur présentation de pièces justificatives, à la prise en charge des frais de transport et de séjour qu'ils engagent à l'occasion de leurs déplacements hors du territoire de la Savoie pour prendre part aux réunions des instances ou organismes dont ils font partie à des qualités.

Lors d'un déplacement, le principe quant au choix du moyen de transport reste l'utilisation du moyen de transport le moins onéreux et, lorsque l'intérêt de la mission l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

L'élu autorisé à utiliser son véhicule personnel est remboursé sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins onéreux (soit des frais kilométriques conformément aux dispositions en vigueur).

Le remboursement des frais divers (par exemple : péage, véhicule de location, parcs de stationnement, taxi...) sera effectué sur production des justificatifs de paiement.

L'indemnité forfaitaire de repas est fixée au taux de remboursement maximum en vigueur (tarif actuel de 20 € par repas).

La prise en charge exige la production de justificatifs de paiement de la part de l'élu.

Ces justificatifs sont communiqués à l'ordonnateur et peuvent lui être fournis sous forme dématérialisée.

L'indemnité forfaitaire d'hébergement est fixée au taux de remboursement maximum en vigueur (tarif actuel par nuit de 140 € pour Paris, 120 € pour les grandes villes de métropole de Paris et 90 € pour les autres villes).

La prise en charge exige la production de justificatifs de paiement de la part de l'élu.

Ces justificatifs sont communiqués à l'ordonnateur et peuvent lui être fournis sous forme dématérialisée.

Les membres du conseil municipal bénéficient d'un remboursement par la commune des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de :

- leur participation aux séances plénières du comité syndical ;
- leur participation aux réunions de commissions dont ils sont membres et instituées par une délibération du comité syndical ;
- leur participation aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où ils ont été désignés pour représenter le SDES ;
- l'exercice d'un mandat spécial.

Les frais de garde susvisés sont pris en charge, sur présentation d'un état des frais, au taux maximal en vigueur (ce taux étant dans la limite du montant horaire du SMIC).

Afin de permettre à la collectivité d'exercer un contrôle, notamment de vérifier que la somme de toutes les aides financières et de tout crédit ou réduction d'impôt dont l'élu bénéficie par ailleurs, ainsi que du remboursement du SDES, n'excède pas le montant de la prestation effectuée, l'élu devra justifier par le biais de pièces justificatives :

- que la garde dont le remboursement est demandé concerne bien des enfants de moins de 16 ans, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, ou des personnes ayant besoin d'une aide personnelle ;

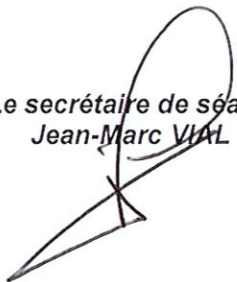
- que la garde ou l'assistance a eu lieu au moment de la tenue de l'une des réunions mentionnées ci-avant ;
- du caractère régulier et déclaré de la prestation des personnes physiques ou morales intervenant.

Le comité syndical, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, décide à l'unanimité des présents et représentés ayant pris part à la délibération :

- ▶ ***D'approuver le remboursement des frais de déplacement liés à l'exercice du mandat dans les conditions exposées ci-dessus.***

Fait et délibéré en séance les, jour, mois, an, susdits.

*Le secrétaire de séance,
Jean-Marc VIAL*



Pour extrait conforme,

*Le Président du SDES,
Michel DYEN*

